Inter Pares
BULLETIN
VOLUME 34, NUMÉRO 2, JUIN 2012

Aux limites de la connaissance : en solidarité avec les peuples autochtones

Le 21 juin, le Canada célèbre la Journée nationale des Autochtones. Cette même journée, nous entendrons parler du vécu de personnes autochtones ayant survécu aux pensionnats indiens lors de leur témoignage devant la Commission de vérité et de réconciliation du Canada. La juxtaposition de ces deux événements, la dénonciation du racisme sanctionné par l'État et l'affirmation de la pérennité des cultures autochtones, symbolise tout à fait les défis que doivent relever les peuples autochtones au Canada et ailleurs. Alors que ces communautés doivent composer avec une grande pauvreté, des niveaux de santé rivalisant avec ceux des pays les plus pauvres de la planète, des niveaux extrêmes de violence contre les femmes et un accès limité à une éducation de qualité pour leurs enfants, la ténacité du combat que mènent ces nations et ces communautés pour assurer la survie et l'épanouissement des personnes, de leur culture, leur langue et leur terre est tout aussi frappante.

En raison des nombreux obstacles auxquels font généralement face les personnes autochtones, il arrive souvent que l'on nous demande ce qu'Inter Pares fait pour appuyer les combats de ces peuples. Inter Pares travaille avec des personnes qui luttent pour préserver leurs terres, leur culture, leurs moyens de subsistance et leurs communautés face à l'exploitation économique, la destruction de l'environnement, les excès du « développement » ou les ravages causés par les conflits et les guerres civiles.

Cela signifie qu'à travers le monde, Inter Pares est souvent engagée sur le même terrain que les nations autochtones avec lesquelles nous faisons cause commune. Aux quatre coins du monde, nous collaborons avec ces communautés et des organisations qui les appuient pour s'opposer aux forces qui, si elles ne sont pas contrôlées, détruisent les paysages physiques et sociaux et empêchent l'éradication de l'exclusion socio-économique chronique qui est encore le lot de trop de personnes. Une part importante de notre travail vient en appui aux peuples autochtones et à leurs efforts pour recouvrer leur culture, élément central dans leur lutte contre l'oppression.

Ainsi, au Bangladesh, Inter Pares collabore depuis plus de trente ans avec Nijera Kori. Parmi les plus pauvres du Bangladesh, les peuples autochtones auprès de qui œuvre Nijera Kori s'organisent pour avoir accès aux ressources de leurs territoires forestiers traditionnels, accès qui pourrait leur permettre d'assurer leur subsistance de manière durable. À la frontière indo-birmane, la Chin Human Rights Organization appuie les personnes autochtones de l'état Chin à documenter et dénoncer les violations des droits de la personne, renforçant ainsi leurs capacités à exprimer elles-mêmes les injustices dont elles sont victimes. Dans les Amériques, les peuples autochtones sont en première ligne de l'action pour la paix et la justice au sein des communautés touchées par les conflits armés qu'Inter Pares et Project Counselling Service accompagnent et appuient.

RAVEN TRUST

Membres de la nation Tsilhqot'in lors d'un rassemblement à Vancouver en 2010 où ils se portaient à la défense de Teztan Biny (Fish Lake).

Enfin, chez nous, au Canada, on compte de nombreuses personnes autochtones parmi les militants des coalitions avec lesquelles nous collaborons; celles-ci enrichissent notre action collective de leur point de vue et de leur savoir indispensables pour transformer les structures inégalitaires du pouvoir qui oppriment. Au fil des ans, Inter Pares a organisé de nombreux échanges entre des groupes autochtones du Canada et des homologues nationaux et internationaux faisant face à des défis similaires, favorisant ainsi les échanges et les apprentissages mutuels de stratégies ainsi que la mise en place de relations d'appui et d'entraide.

Dans cette édition de notre *Bulletin*, vous en apprendrez plus sur les leaders autochtones qui ont collaboré avec nous à l'élaboration du document « Pour une politique alimentaire populaire». Durant ce processus, les participants ont atteint à plusieurs reprises ce que Dawn Morrison, une leader de la nation Shuswap de Colombie-Britannique, appelait les « limites de la connaissance », c'est-à-dire ce moment où l'on quitte le terrain connu et où l'on reconsidère notre manière de voir le monde et la place qu'on y occupe. Lorsque nous nous engageons avec d'autres dans la lutte en faveur de la justice sociale, il faut être sensible à ces moments, car c'est à travers ceux-ci que nous pouvons découvrir de nouvelles voies pour aller de l'avant, des voies respectueuses des besoins, aspirations et points de vue de toutes et tous.

Qu'il s'agisse de faire la lumière sur une réalité cachée, de proposer de nouvelles manières d'assurer une alimentation saine à toutes et tous ou de collaborer pour limiter l'impact socio-environnemental de l'exploitation minière irresponsable, les récits qui composent ce *Bulletin* racontent quelques-unes des innombrables contributions des peuples autochtones qui œuvrent à l'amélioration du monde dans lequel nous vivons. En travaillant ensemble, chacun d'entre nous peut trouver, puis franchir, les « limites de *sa* connaissance ».

Leur mot à dire sur leur avenir

Au nord-est de l'Inde, dans l'état du Mizoram, la ville d'Aizawl bâtie à flanc de montagne semble suspendue dans l'espace, tant la région est accidentée. Ce terrain montagneux se prolonge au-delà de la frontière birmane jusque dans l'état Chin. Ce dernier abrite toute une mosaïque de peuples qui, bien que regroupés sous l'appellation « chin », s'expriment dans des langues différentes et appartiennent à des cultures distinctes. Malheureusement, ils se retrouvent unis dans l'adversité, en raison du traitement brutal que leur inflige le pouvoir militaire. En effet, les régimes militaires qui se sont succédé en Birmanie ont traité les minorités ethniques comme si elles étaient rétrogrades ou constituées de rebelles ou de bandits. À l'heure actuelle, l'état indien du Mizoram accueille plus de 60 000 réfugiés chin qui ont fui les violations des droits de la personne dont ils étaient victimes chez eux.

L'état Chin regorge de ressources naturelles avec son important potentiel hydro-électrique, minier et forestier. Comme dans les autres états à majorité ethnique, le régime birman se hâte d'exploiter les ressources. De nouveaux projets sont annoncés régulièrement : un barrage par-ci, une mine par-là, un nouveau projet d'agriculture à grande échelle octroyé à telle entreprise étrangère. Les Chins, qui occupent ces terres depuis des millénaires, n'apprennent souvent l'existence de ces projets qu'au moment où les soldats surgissent chez eux pour leur ordonner de quitter leur territoire afin de permettre la construction d'un réservoir ou l'exploitation d'une mine. Indemniser ces populations pour la perte de leurs terres ou de leurs moyens de subsistance ne fait jamais partie des plans du projet.

Depuis plus de quinze ans, Inter Pares apporte son appui à des organisations comme la Chin Human Rights Organization (CHRO), contribuant à renforcer son aptitude à documenter et à dénoncer les violations des droits de la personne. En tant que membre du mouvement Asia Indigenous Peoples Pact, CHRO a amélioré sa capacité d'étudier les projets d'exploitation des ressources ainsi que leurs impacts sur la population et est en meilleure position pour aider les villageois à réclamer la prise en compte de leurs intérêts. À titre d'exemple, le projet d'exploitation du fleuve Kaladan permettra de relier la ville indienne de Kolkata à l'état du Mizoram en passant par l'état Chin, ce qui se solderait par d'énormes retombées économiques pour l'Inde. Or, une bonne partie du projet est réalisée sur des terres confisquées et par le recours au travail forcé imposé à des villageois chins. CHRO coordonne son action avec d'autres groupes birmans pour dénoncer le projet, non pas pour y mettre un terme, mais pour mettre fin aux violations et assurer aux Chins des bénéfices tangibles.

DAVID BRUER

La récente évolution de la situation politique en Birmanie est prometteuse; cependant, les groupes ethniques marginalisés comme les Chins doivent avoir la possibilité d'être entendus pour que cette transformation soit juste et viable et qu'elle aboutisse une à paix durable dans le pays.

Sécurité alimentaire Canada : tisser des liens alimentant la solidarité

En avril 2011, Inter Pares a contribué au lancement du rapport « Du pain sur la planche : Une politique alimentaire populaire pour le Canada ». La publication du document était le point culminant d'une vaste enquête sur le système alimentaire auprès de la population. En tout, plus de 3 500 personnes des quatre coins du pays ont pris part à cet exercice et ont ainsi produit l'analyse la plus exhaustive du système alimentaire canadien jamais effectuée à ce jour. Cette analyse a mené à l'élaboration d'une politique claire pour une société plus juste et plus écologique. Sécurité alimentaire Canada, considérée de plus en plus comme porte-parole du mouvement alimentaire au Canada, a pris l'engagement de concrétiser les principes de la Politique.

La sagesse des leaders des communautés autochtones du Canada se retrouve au cœur de la Politique alimentaire populaire. Durant les trois années qu'a duré le processus de réflexion, ces leaders ainsi que des militantes et militants de régions, cultures et secteurs divers se sont attachés à trouver les éléments de convergence et à articuler une vision collective de la souveraineté alimentaire au Canada. Il était essentiel de surmonter les différences et d'œuvrer pour le bien commun face à la dure réalité et à l'urgence d'agir.

Dans les zones urbaines, le recours aux banques alimentaires bat des records. Parallèlement, dans le nord du pays, le prix exorbitant des aliments sains et la malbouffe bon marché contribuent à la malnutrition de la population et à l'expansion, dans des proportions épidémiques, de l'obésité et du diabète

Sauver Teztan Biny... encore et encore

Ramsey l'appelle la *mine zombie* : « Peu importe le nombre de fois où le projet est tué, il revient toujours, chaque fois plus fort qu'avant ». Ramsey Hart est le coordonnateur des programmes canadiens de Mines Alerte Canada. Quant au projet qu'il évoque, c'est celui de la mine Prosperity, située dans le Nord de la Colombie-Britannique. En collaboration avec la nation Tsilhqot'in, Ramsey Hart apportait récemment la touche finale aux commentaires de Mines Alerte Canada sur le mandat de la Commission d'examen du projet de la mine Prosperity… pour la seconde fois!

Le plus dur, à ses yeux, c'est que « la nation Tsilhqot'in, après des mois de travail ardu, pensait avoir finalement été entendue par le gouvernement canadien. Mais elle doit tout reprendre à zéro. Cela n'a pas de sens ».

En juillet 2010, après des mois d'examens techniques et d'exposés détaillés présentés par la nation Tsilhqot'in, Mines Alerte Canada et d'autres organisations, une commission d'examen fédérale a publié ce que le ministre fédéral de l'Environnement de l'époque, Jim Prentice, a qualifié de rapport « accablant », « probablement le plus grave qu'il m'ait jamais été donné de lire ».

À juste titre. Fish Lake, Teztan Biny en langue tsilhqot'in, et son bassin versant sont reconnus pour leur abondance en truites. Il s'agit également d'une zone économique, spirituelle et culturelle d'importance pour les Tsilhqot'ins, ainsi que l'habitat d'ours grizzli, une espèce menacée. Le projet aurait drainé l'eau du lac et transformé la zone supérieure en étang de résidus miniers toxiques, causant des dommages considérables et irréparables aux Tsilhqot'in, aux réserves de poissons et aux grizzlis.

Moins d'un an plus tard, non seulement l'entreprise minière a-t-elle présenté un « nouveau » projet mais le gouvernement fédéral a accepté de le soumettre à une nouvelle commission d'examen. Bien que l'entreprise prétende qu'il s'agit d'une soumission tout à fait différente, Ramsey constate que la proposition d'origine comprenait une option alternative similaire à celle qui fait l'objet de la présente requête. À l'époque déjà, l'entreprise et le comité fédéral avaient convenu que cette option comportait des risques encore plus importants à long terme que la proposition initiale.

Cette situation n'est pas inéluctable. Ramsey souligne qu'il existe de nombreux cas de collaboration fructueuse entre les Premières nations et les entreprises minières. « Les Tsilhqot'ins ne sont pas contre l'exploitation des ressources, mais ils s'opposent aux méthodes d'exploitation destructrices et irresponsables ». Plutôt que de gaspiller temps et ressources dans la répétition de procédures interminables, ils préféreraient œuvrer au développement d'alternatives économiques plus durables et plus acceptables.

Ramsey et Mines Alerte Canada continueront d'accompagner les Tsilhqot'ins, et d'autres communautés autochtones, dans leur lutte pour la protection de leurs moyens de subsistance et la gestion des ressources terrestres et hydrologiques. Comme nous l'avons fait depuis notre participation à la création de Mines Alerte Canada il y a plus de dix ans, Inter Pares continuera de promouvoir l'action pour une transformation durable des rapports du gouvernement canadien avec les peuples autochtones et une modification de la manière dont sont effectués les choix de développement socio-économique et environnemental au Canada.

Photo prise par Ramsey Hart de membres de la communauté Xeni Gwet'in, de la nation Tsilhqot'in, à Teztan Biny (Fish Lake).

Inter Pares est fière de compter parmi les co-fondateurs et membres de Mines Alerte Canada.

En plus de prendre part aux activités programmatiques et de verser une contribution financière, un membre de l'équipe d'Inter Pares siège sur le Conseil d'administration, prêtant une assistance en matière d'organisation, de gouvernance et de levée de fonds.

infantiles. Aux *déserts alimentaires* des centres urbains s'opposent, dans le nord, les *déserts de faune et de flore*, conséquence de l'exploitation minière et pétrolière qui porte atteinte à la capacité des communautés à se nourrir de la pêche, la chasse et la cueillette, activités essentielles à la vie et à la culture des habitants du Nord canadien.

Il est nécessaire de changer de paradigme. Pour les peuples autochtones, l'alimentation fait partie intégrante de la relation au monde naturel qui nourrit cultures et communautés. Pour une ancienne de la communauté Anishinaabe citée dans la Politique alimentaire populaire : « La guérison des êtres est liée à l'accès à des aliments sains puisque l'alimentation elle-même est source de bien-être; pas seulement pour le corps mais aussi pour l'âme, pour la connexion spirituelle avec l'histoire, les ancêtres et la terre ». Les valeurs et les savoirs des peuples autochtones sont indispensables à l'humanité si elle est déterminée à surmonter les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et à envisager des plans d'avenir.

En janvier dernier, Eric Chaurette, membre de l'équipe d'Inter Pares, a été élu président de Sécurité alimentaire Canada. Au cours des années à venir, Inter Pares apportera un appui considérable à cette organisation qui encourage la création d'espaces d'apprentissage et d'action collectifs réunissant autochtones et non-autochtones en vue d'assurer la souveraineté alimentaire de toutes et de tous.

Pour en savoir plus sur la souveraineté alimentaire autochtone : www.foodsecurecanada.org/indigenous-circle

L'heure est aux décisions sages

BILL FAIRBAIRN

Cérémonie du Nouvel An aux ruines mayas de Zacaleu, Huehuetenango.

Bill Fairbairn, membre de l'équipe d'Inter Pares, s'est rendu dernièrement au Guatemala. Avec notre homologue, Project Counselling Service, il a assisté à une cérémonie traditionnelle marquant le Nouvel An maya. La présente année, 2012, est une année importante pour les Mayas car elle marque la fin d'un cycle de 5 125 ans. Alors que la prophétie des Mayas prend à Hollywood des allures cauchemardesques, aux yeux du guide spirituel maya qui a dirigé la cérémonie, cette année représente plutôt une renaissance, le temps du discernement, de l'intelligence et de l'action. C'est avant tout l'occasion de prendre des décisions empruntes de sagesse. À l'heure où meurt un soleil et où il en naît un autre, ce qui selon le calendrier maya devrait se produire en décembre 2012, le champ des possibilités se déploie. Il s'agit du moment opportun pour que les peuples fassent des choix conscients sur la manière d'aborder la nouvelle ère qui commence.

Plus près de chez nous, en Amérique du Nord, le peuple Anishinaabe décrit l'époque que nous vivons de manière semblable. Les Anishinaabe parlent d'un temps prochain où les peuples de différentes cultures, s'ils optent pour la voie de la sagesse et du respect, uniront leurs forces pour allumer le huitième feu de la justice et de l'harmonie.

À travers les Amériques, les peuples autochtones ont connu des siècles d'oppression et de discrimination marquées par des massacres et génocides en tous genres, y compris le génocide culturel résultant de politiques assimilatoires. Dans certains pays, les populations autochtones ont été exterminées; dans d'autres, nombreux sont celles et ceux qui, par réflexe de survie, ont cessé de s'identifier comme autochtones et de transmettre leur savoir et leur culture à leurs enfants et petits-enfants.

Les conflits armés qui ont ravagé la région dans les années soixante-dix, quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont affaibli la situation déjà précaire des peuples autochtones qui étaient, plus souvent qu'à leur tour, la cible des factions armées, y compris les armées de leurs propres pays. Les conséquences de la violence envers les peuples autochtones et de leur oppression systématique sont catastrophiques : pauvreté, problèmes de santé, conflits identitaires, divisions et marginalisation constante. Aujourd'hui, les peuples autochtones des Amériques doivent faire face à une nouvelle forme de colonisation: les projets d'exploitation des ressources naturelles à grande échelle sur leurs territoires, sans leur consentement.

Pourtant, ils dénoncent de manière croissante la discrimination dont ils sont victimes tout en réclamant des changements structurels radicaux. À ce jour, leurs revendications sont restées, plus souvent qu'autrement, lettre morte. Inter Pares apporte son soutien aux peuples autochtones qui cherchent à se faire entendre en appuyant, entre autres, le renforcement de leurs organisations et le réseautage avec d'autres groupes engagés dans des combats similaires.

Au Guatemala, au Pérou, en Colombie et au Mexique, Inter Pares a décidé d'accorder la priorité aux efforts des femmes autochtones pour soutenir leur participation aux processus décisionnels. En Colombie, par exemple, cet appui se traduit notamment par l'attribution de fonds permettant à des femmes autochtones de prendre part aux réunions décisionnelles de l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC). Alors que la culture et les traditions ont souvent servi de prétexte à la discrimination contre les femmes dans les communautés autochtones, nos homologues guatémaltèques Kaqla et la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA) se penchent sur les façons dont la culture autochtone peut traiter et transformer les facteurs qui conduisent à la double marginalisation des femmes autochtones. Les deux organisations reprennent à leur compte la conception maya du monde – qui envisage le bien-être physique, affectif et spirituel de la personne comme un tout, dans le cadre d'une relation harmonieuse avec la nature – pour promouvoir l'égalité entre les sexes et mettre au point des processus de guérison pour les survivantes de violences sexuelles.

Inter Pares a aussi contribué à renforcer les relations entre les organisations autochtones et d'autres mouvements sociaux. De plus en plus, les personnes et les organisations non autochtones joignent leurs actions à celles des mouvements autochtones dans les Amériques, reconnaissant que la protection de la Terre-Mère nous rassemble tous dans la dénonciation de modèles d'exploitation agressifs imposés aux communautés de manière antidémocratique. Ainsi, en octobre 2011, 15 000 Colombiens d'horizons divers, autochtones, afro-colombiens, petits agriculteurs, travailleurs, individus ou organisations, ont pris part au premier Congrès national des Terres et Territoires qui s'est tenu dans la ville de Cali. Au cours des journées de rencontre, ils ont œuvré ensemble à l'élaboration d'un programme commun. Dans la déclaration finale, ils ont affirmé : « Puisque cette terre est nôtre, les territoires appartiennent aux peuples. La Terre-Mère appartient à ceux qui en prennent soin ».

Au moment où les Mayas et les Anishinaabe se préparent pour l'avènement d'une nouvelle ère, une question se pose à chacun d'entre nous : participerons-nous, ou pas, à la création d'un avenir plus juste?

ISSN 0715-4267

Inter Pares

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Téléc. 613 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVIDBERMAN.COM